

Europe

POUR UN RÉARMEMENT NARRATIF EUROPÉEN ET DÉMOCRATIQUE

Allan Deneuve

01/04/2026

Les stratégies de conquête du pouvoir des extrêmes droites au niveau international usent toutes d'un narratif structuré et relayé efficacement par nombre de médias et autres supports. Afin que cette bataille culturelle engagée par l'extrême droite ne soit pas définitivement gagnante, Allan Deneuve, maître de conférences à l'université Bordeaux Montaigne, appelle les démocraties – et notamment l'Europe – à réagir plus efficacement et à « réarmer » leur propre narratif pour mieux défendre leurs valeurs.

N'ayons plus peur de nous raconter des histoires. Nous avons cru, à la suite de Jean-François Lyotard¹ que les « grands récits » appartenaient au passé. Nous avons pensé que la *déconstruction* nous protégeait des emballements idéologiques. Or le monde qui vient n'est pas post-narratif, bien au contraire, il est saturé de récits stratégiques ou civilisationnels antagonistes. La France et l'Europe – dont les trajectoires sont désormais indissociables – ne font pas seulement face à des rivalités stratégiques ; elles affrontent des impérialismes narratifs. La Russie, la Chine, les États-Unis projettent sur la scène internationale des visions cohérentes, émotionnellement puissantes, destinées à structurer les perceptions du réel. La reconfiguration en cours de l'ordre mondial est inséparable de cette bataille symbolique. Ce qui se joue n'est pas seulement le contrôle des territoires, mais celui des imaginaires.

Projection des récits de la désoccidentalisation et du déclin européen

À l'Est, le régime de Vladimir Poutine a élaboré une fiction politique d'une redoutable efficacité : celle d'une Russie humiliée, encerclée par une Europe décadente, dissoute dans la « Gayropa² », et contrainte, pour survivre, de mener une guerre présentée comme défensive mais qui relève en réalité d'une entreprise coloniale assumée. Ce récit excède largement le théâtre ukrainien. Il

structure une diplomatie offensive en Afrique et en Amérique latine, où Moscou oppose une prétendue « majorité mondiale » à une « oligarchie occidentale ». Ne pouvant crédiblement se revendiquer du « Sud global » – en tant qu’une des principales puissances du XX^e siècle appartenant géographiquement à l’hémisphère nord –, le Kremlin reformule l’opposition en termes civilisationnels et géopolitiques. Il instrumentalise un discours, pourtant légitime à l’origine, sur les héritages coloniaux occidentaux afin de fragiliser l’influence européenne, notamment française, en Afrique subsaharienne. Cette rhétorique s’accompagne d’un soutien concret à des juntes militaires, de l’encouragement de législations liberticides visant les minorités sexuelles et d’une politique de captation des ressources. La dénonciation du néocolonialisme sert ainsi de paravent à une stratégie d’emprise autoritaire³.

Pékin, de son côté, inscrit son ascension dans le dépassement du « siècle des humiliations » et dans la promesse d’un monde désoccidentalisé dont l’élargissement des BRICS+⁴ constituerait l’armature institutionnelle. Ce récit est parfois relayé, sans distance critique, par des intellectuels occidentaux mobilisant la catégorie floue de « Sud global », comme si elle recouvrait une réalité homogène, alors même que la diversité des « Suds » est aussi profonde que celle des « Nords ». La trajectoire économique chinoise s’appuie sur l’expansion des « Nouvelles Routes de la soie », qui placent nombre de pays partenaires dans des situations de dépendance structurelle. Sur le plan médiatique, Pékin déploie, à l’instar de Moscou avec Russia Today⁵, des instruments d’influence comme CGTN (China Global Television Network), vecteurs d’un récit officiel diffusé à l’échelle mondiale⁶. Les accords proposés sont présentés comme des partenariats « Sud-Sud », exempts de toute conditionnalité politique – ni exigence démocratique, ni référence aux droits humains. Sous couvert de relativisme souverainiste, c’est l’expansion d’un pouvoir infrastructural, technologique et financier qui constitue la priorité stratégique. Si la désoccidentalisation⁷ peut apparaître comme une revendication (géo)politique légitime, encore faut-il être capable d’en formuler une version enviable, ce que n’arrive pas à faire la Chine ou la Russie, qui ne cessent de l’instrumentaliser pour accroître leur puissance symbolique.

À l’Ouest, le discours porté par Donald Trump décrit l’Europe comme un continent en décomposition morale, submergé par l’immigration, gangréné par le « wokisme », paralysé par la culpabilité et incapable d’assurer sa propre défense. Certaines prises de position récentes de responsables américains, comme la déclaration de J.D. Vance à Munich en 2025, ou la revue de Stratégie de défense nationale, ont illustré cette inflexion : l’Europe y est moins un partenaire stratégique qu’un fardeau. Ce motif du déclin irrigue également la stratégie de Benjamin Netanyahu, qui mobilise l’idée d’un Occident assiégé afin de légitimer ses choix politiques et sécuritaires en Palestine, en Iran et au Liban. Se dessine ainsi un axe narratif transversal souffrant de quelques variations régionales, de Washington à Moscou, de Pékin à Jérusalem : l’Europe y

apparaît comme l'espace faible, indécis, empêtré dans ses scrupules, incapable d'assumer son histoire comme de projeter sa puissance.

La résonance intérieure de l'illibéralisme

Ce qui rend cette configuration particulièrement préoccupante, c'est l'écho qu'elle trouve au sein même de l'Europe. De Alternative für Deutschland à Viktor Orbán, de Fratelli d'Italia au Rassemblement national et Reconquête !, se diffuse l'idée d'une Europe homogène, blanche et judéo-chrétienne, appelée à trouver son salut par un tournant illibéral assumé. La tentation n'est plus marginale ; elle est structurée, argumentée, théorisée. Les élaborations post-libérales de Peter Thiel ou de Curtis Yarvin fournissent une caution « intellectuelle » à cette remise en cause de la démocratie représentative : pourquoi maintenir les lenteurs et les contraintes de la souveraineté populaire si un « bon dirigeant », un CEO éclairé ou un pouvoir technologique centralisé pouvait décider plus vite et plus efficacement ? Ce qui relevait hier de cercles confidentiels irrigue désormais des stratégies partisanes et gouvernementales, comme l'a bien montré Arnaud Miranda dans *Les Lumières sombres*⁸.

Dans cette perspective, la démocratie est décrite comme une faiblesse procédurale face à l'efficacité autoritaire. Elle demeure certes instrumentalisée pour conquérir le pouvoir – quitte à bénéficier d'ingérences étrangères ou de campagnes d'influence opaques, comme l'ont montré les dernières élections roumaines –, mais elle est simultanément délégitimée comme principe, tout comme l'est la séparation des pouvoirs. Pourtant, il serait trop commode de tout imputer aux seules manipulations extérieures. Les ingérences existent, mais elles prospèrent sur des fragilités internes. Sur ce point, une phrase de J.D. Vance lors de la conférence de Munich mérite d'être entendue, indépendamment du désaccord profond que l'on peut avoir avec lui : « Si j'ai bien compris, l'argument était que la désinformation russe avait infecté les élections roumaines. Mais je demanderais à mes amis européens de prendre du recul : vous pouvez penser qu'il est mal que la Russie achète des publicités sur les réseaux sociaux pour influencer vos élections. Nous le pensons également. Vous pouvez même le condamner sur la scène mondiale. Mais si votre démocratie peut être détruite avec quelques centaines de milliers de dollars de publicité numérique provenant d'un pays étranger, alors c'est qu'elle n'était pas très solide au départ⁹ ».

L'argument dérange, mais il n'est pas entièrement infondé. Si nos systèmes politiques s'avèrent vulnérables, c'est aussi parce que le récit démocratique peine à s'incarner. Le récit européen s'est affaibli, dissous dans la gestion technocratique et les compromis sans horizon. Or un récit ne peut vivre dans la seule sphère symbolique ; il doit s'ancrer dans des politiques sociales tangibles, dans des protections concrètes, dans une expérience quotidienne de la justice et de la solidarité. Sans

incarnation matérielle, la démocratie devient un mot abstrait. Et les mots abstraits ne résistent jamais longtemps aux promesses simples des récits autoritaires.

L'impasse de la repentance infinie

Face à ces offensives, une partie de la gauche européenne a adopté une posture de suspicion généralisée à l'égard de tout discours susceptible d'être porté au nom de l'Europe ou de la France. Fidèle à une lecture parfois rigidifiée du postmodernisme de Jean-François Lyotard, à la déconstruction derridienne ou, plus largement, à certains héritages post-structuralistes – souvent simplifiés puis réimportés depuis les campus étatsuniens sous forme de « *studies* » –, elle tend à considérer toute prétention universaliste comme intrinsèquement suspecte. Les Lumières ne seraient qu'un masque colonial ; l'universalisme, une façade hypocrite ; l'Europe, un espace définitivement disqualifié sur le plan normatif.

La critique historique est évidemment nécessaire. Oui, les Lumières ont été mobilisées pour légitimer la colonisation ; oui, l'histoire européenne est traversée de violences, d'exclusions et de dominations. Mais faire de cette lucidité un principe de renoncement permanent revient à abandonner le terrain symbolique à ceux qui, eux, ne doutent de rien. La repentance érigée en horizon unique ne produit ni énergie politique ni projet commun. Elle affaiblit la capacité à proposer un récit partagé, sans entamer la puissance des narrations autoritaires.

Plus préoccupant encore, face à la montée assumée de l'anti-démocratie, certains intellectuels préfèrent s'en prendre à ceux qui analysent et documentent ces nouvelles théorisations réactionnaires plutôt qu'à leurs auteurs. La récente querelle autour de la revue *Le Grand Continent* en a donné un exemple révélateur : quelques universitaires, retranchés derrière le mépris de la tour d'ivoire académique, ont estimé que les penseurs des « Lumières sombres » ne méritaient même pas d'être considérés. Comme si refuser de nommer un phénomène suffisait à le faire disparaître. Pourtant, que ces courants soient dangereux est une évidence, mais ils continuent de progresser, de structurer des imaginaires et d'influencer des responsables politiques et économiques. Les ignorer ou disqualifier ceux qui les analysent ne les affaiblit pas ; cela contribue seulement à notre propre désarmement et à notre propre division. Rien ne nous protégera si nous ne sommes pas capables de regarder ces idéologies en face et de les combattre sur le terrain où elles prospèrent : celui des idées et des récits.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Pour un réarmement narratif

Il est temps d'assumer que la démocratie ne tient pas seulement par des procédures, mais par des histoires. L'ordre construit après 1945 – droits fondamentaux, protections sociales, pacification du continent – constitue une ressource politique d'une densité exceptionnelle. Encore faut-il le raconter. Une Europe réduite à la gestion technocratique des normes ne suscite ni attachement ni mobilisation. Les régimes illibéraux, eux, l'ont parfaitement compris : la première bataille se joue dans les archives, les programmes scolaires, la mémoire collective. Réécrire le passé, c'est sécuriser l'avenir. On l'a vu avec l'élection de Donald Trump : lorsqu'un pouvoir entreprend de renverser les cadres symboliques, l'une des premières cibles est le récit national – ses archives, ses références, la manière dont une nation se raconte à elle-même. Ce phénomène dépasse largement le cas états-unien : partout, la lutte pour l'hégémonie politique passe par une lutte pour la maîtrise du passé.

Hier, dans des temps de guerre, on parlait de « réarmement moral » des populations. Aujourd'hui, c'est d'un réarmement narratif dont il faudrait parler. Malgré la crainte d'être accusées de lyrisme ou d'idéologie, les démocraties ne peuvent plus désert ce terrain. Car ce qui est en jeu, ce n'est pas un supplément d'âme, c'est la conscience de ce que nous perdrons si nous perdons la démocratie – alors même que trop peu semblent encore disposés à la défendre activement. À cet égard, on peut saluer en France le travail symbolique accompli à travers les récentes panthéonisations : l'entrée de Joséphine Baker, des héros de l'Affiche rouge comme Missak Manouchian et bientôt de Marc Bloch au Panthéon. Ces gestes ne relèvent pas d'une simple célébration patrimoniale. Ils redessinent le visage de la nation, ils disent ce que la France choisit d'honorer – la Résistance, l'engagement, la pluralité des origines, la fidélité à l'idéal républicain. L'histoire est une affaire trop sérieuse pour être abandonnée aux identitarismes ou aux entrepreneurs de repentance perpétuelle.

Mais un tel réarmement narratif suppose de sortir de plusieurs formes de déni qui caractérisent notre torpeur actuelle. D'abord, le déni de la guerre¹⁰. La guerre en Ukraine n'est pas un conflit périphérique : elle vise l'Europe, son modèle politique, son horizon culturel. Faire comme si elle ne nous concernait qu'indirectement relève d'une illusion dangereuse. Ensuite, le déni de la reconfiguration du monde. L'ordre international se transforme à grande vitesse, avec ou sans nous.

Se lamenter sur le retour de Donald Trump et la montée des néoréactionnaires ou de leurs bêtises à travers le monde ne suffit pas à produire les instruments intellectuels et politiques pour affronter ce basculement. Il y a aussi le déni de notre propre histoire sociale et politique. L'Europe peut encore proposer quelque chose au monde – un modèle articulant libertés publiques, protections sociales, régulations technologiques, planification écologique et pluralisme culturel. À condition d'y croire suffisamment pour le formuler. Enfin, le déni de notre puissance commerciale et culturelle. Entre les apôtres du déclin et ceux de la repentance infinie, s'installe l'idée que nous n'aurions aucune puissance et que tout ce que nous pouvons espérer de mieux est la « vassalisation heureuse¹¹ » de notre continent. Or cette conviction, répétée, finit par devenir performative.

Un réarmement narratif ne signifie ni aveuglement ni autosatisfaction. Il implique une lucidité exigeante, capable de reconnaître les fautes passées sans s'y dissoudre, et de défendre un héritage sans le mythifier. La démocratie ne survivra pas par inertie. Elle survivra si elle parvient à redevenir désirable – c'est-à-dire racontable.

Penser l'espace public pour rendre possible un récit commun

Pour qu'un récit stratégique européen puisse émerger, encore faut-il qu'existe un espace commun où il puisse se déployer. Un récit collectif ne naît pas dans le vide ; il suppose un espace public structuré par la discussion, la contradiction et la délibération démocratique. Or les conditions de possibilité de cet espace ont été profondément bouleversées par l'irruption des réseaux sociaux. Le capitalisme de surveillance et les algorithmes de recommandation, dont la finalité est de capter et de retenir l'attention en exposant chacun à ce qu'il préfère ou à ce qui le choque le plus, tendent à fragmenter l'expérience commune. Certes, l'entre-soi médiatique n'est pas nouveau : il y a cinquante ans, un lecteur du *Figaro* ne lisait pas nécessairement *L'Humanité*. Mais la polarisation contemporaine change d'échelle et de nature. La viralité, la mise en avant des contenus les plus outranciers, la logique émotionnelle des plateformes produisent une intensification des clivages et une accélération des radicalités.

Nous assistons à une véritable archipélisation des sociétés européennes, dont les réseaux sociaux sont à la fois le miroir et l'amplificateur. Les affects négatifs y circulent sans médiation. Le politiste Ian Garner parle d'une « société du sous-sol¹² », en référence aux *Carnets du sous-sol* de Dostoïevski, où un homme isolé rumine son ressentiment contre le monde. Les architectures numériques contemporaines permettent à chacun de devenir cet homme du sous-sol, propulsé par la viralité, encouragé par des dispositifs techniques qui privilégient le choc plutôt que la nuance. Mais le phénomène ne se limite pas au numérique, comme en témoigne le traitement médiatique

de la mort du militant identitariste Quentin Deranque à Lyon en février 2026. Parallèlement, les tiers-lieux qui permettaient de canaliser et de transformer démocratiquement ces affects se sont affaiblis – bibliothèques, syndicats, partis politiques, centres culturels, associations, maisons de quartier. Leur recul laisse le champ libre à une conflictualité sans médiation.

Il n'est pas anodin que les néoréactionnaires ciblent prioritairement les écoles, les universités, les institutions culturelles : ces lieux incarnent encore la possibilité d'un débat structuré et d'une transmission critique. À l'inverse, les espaces numériques leur sont plus favorables, fonctionnant comme des chambres d'écho où s'élargit progressivement la fenêtre d'acceptabilité des discours extrêmes. Le phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il bénéficie désormais de relais médiatiques puissants, de CNews à Fox News, capables d'assurer la continuité entre radicalité numérique et légitimation télévisuelle. D'où l'urgence d'une véritable régulation des plateformes, non pour restreindre le pluralisme, mais pour restaurer les conditions d'un espace public partageable.

Comme l'écrit Ian Garner, le défi européen ne consiste pas seulement à démentir plus vite les faux récits ou à perfectionner la modération des contenus. Il s'agit de reconnaître que les conditions mêmes de production d'une réalité commune ont été transformées. Investir dans les infrastructures sociales – bibliothèques, parcs, centres de jeunesse, espaces associatifs – n'est pas un luxe budgétaire ; c'est une stratégie de sécurité démocratique. Ces lieux constituent des remparts face à une guerre cognitive, non linéaire et non cinétique, où l'objectif n'est pas de détruire physiquement mais de désagréger symboliquement. Ils sont aussi essentiels à la résilience démocratique qu'une alliance militaire l'est à la défense territoriale.

Si l'Europe veut survivre politiquement, elle ne pourra être qu'une Europe sociale. C'est d'ailleurs ce modèle – cet art d'être européen et d'organiser la coexistence par la protection, la régulation et la solidarité – qui continue d'exercer une attraction bien au-delà du continent. Comme l'a récemment rappelé Thomas Piketty dans une tribune pour *Le Monde*, les pays européens ont atteint un niveau de bien-être social inédit dans l'histoire. Ce constat bouscule les récits déclinistes, qu'ils viennent de la droite ou de la gauche. Il y a là une raison légitime de fierté. Encore faut-il savoir l'assumer. Laurence de Nervaux et Raphaël LLorca ont montré combien la fierté, lorsqu'elle est articulée à un projet collectif, peut devenir une énergie politique structurante¹³. À condition toutefois qu'elle ne se transforme pas en nationalisme défensif ou en exclusion identitaire : la fierté européenne ne peut être qu'inclusive, tournée vers l'élargissement et l'approfondissement d'un modèle démocratique, écologique et social qui reste, malgré ses fragilités, l'une des expériences politiques les plus ambitieuses de l'histoire contemporaine.

L'Europe comme méta-récit pluraliste

La singularité européenne ne réside pas dans la pureté d'un récit homogène, mais dans sa capacité à organiser la coexistence des récits. L'Europe n'est pas un bloc culturel uniforme ; elle est traversée par des trajectoires migratoires, des mémoires superposées, parfois conflictuelles, toujours plurielles, mais aussi par des rencontres et des métissages qui, même s'ils sont parfois le fruit de la violence et du tragique de l'histoire, n'en existent pas moins et ont inventé des formes de vie à valoriser. C'est précisément cette hétérogénéité qui constitue la force politique de la France et de l'Europe. Plutôt qu'un récit clos, figé, défensif, elles peuvent proposer un méta-récit : celui d'une communauté politique qui reconnaît la pluralité irréductible des appartenances et qui se donne les institutions nécessaires pour les articuler dans un cadre commun. Là où les narrations impériales imposent une trajectoire unique, excluent la bifurcation et sanctionnent la dissidence, l'Europe peut défendre un universalisme exigeant – universalisme des droits humains, universalisme de la protection des minorités – comme condition même de cette pluralité organisée.

La réélection de Donald Trump rend cette responsabilité plus explicite encore. Si l'universalisme libéral n'est plus porté de manière cohérente par Washington, il revient aux Européens d'en assumer la charge historique. Face à l'autoritarisme de Vladimir Poutine, dont le régime s'est construit sur une répression systématique des oppositions et une hostilité affichée envers les minorités sexuelles ; face au projet de contrôle total porté par Xi Jinping, qui s'accompagne d'une politique de génocide culturel visant notamment les Ouïghours ; face, enfin, au durcissement des politiques migratoires états-unienne et aux opérations spectaculaires conduites par l'ICE sous l'administration Trump, l'Europe ne peut se contenter d'une position d'équilibre ou d'ambiguïté.

Être à la hauteur de cette séquence historique suppose d'assumer clairement que l'accueil des minorités, la protection des dissidences, la garantie des droits fondamentaux ne relèvent pas d'un supplément moral, mais d'un choix constitutif. La France et, plus largement, l'Union européenne ne se sont pas construites sur une appartenance ethnique homogène. Elles se sont constituées comme des projets politiques : celui de vivre ensemble selon un ensemble de principes – État de droit, séparation des pouvoirs, libertés publiques, égalité devant la loi, planification écologique – qui définissent aujourd'hui ce que l'on appelle, parfois avec mépris et dédain, les démocraties libérales. Ces dernières ne sont pas des résidus du passé, mais au contraire notre futur à défendre.

C'est ce modèle qui est désormais contesté, à l'extérieur comme à l'intérieur. Mais c'est aussi ce modèle qui demeure, malgré ses fragilités et ses contradictions, l'un des plus ambitieux jamais élaborés pour organiser la pluralité humaine sans la réduire. Si l'Europe veut peser dans le monde,

elle ne le fera ni par la nostalgie impériale ni par l'imitation des puissances autoritaires. Elle le fera en assumant pleinement ce qu'elle est, c'est-à-dire un espace politique où la diversité n'est pas une menace à neutraliser, mais une réalité à institutionnaliser et à porter à travers son méta-récit.

Raconter pour ne pas disparaître

Avec ce « réarmement narratif », il ne s'agit pas de produire une nouvelle mythologie consolatrice. Il s'agit de refuser que l'Europe soit racontée par ses adversaires, intérieurs et extérieurs, comme un musée en déclin. Sans récit partagé, il n'y aura ni défense commune ni solidarité durable. Les industries culturelles, les institutions éducatives, les responsables politiques ont ici une responsabilité stratégique : forger des représentations capables de susciter l'attachement sans nier les fractures. Les industries culturelles ont un rôle central à jouer là-dedans. À quand un *blockbuster* européen sur nos histoires partagées, un jeu vidéo sur l'Europe, des bandes-dessinées, des séries, des romans ? Ces industries sont des vecteurs essentiels des valeurs et des émotions démocratiques, ce que les extrêmes droites ont pour leur part bien compris. Mais on peut alors leur opposer les émotions démocratiques du vivre-ensemble de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris ou plus récemment du concert de Bad Bunny lors du Superbowl.

La démocratie est un régime imparfait, souvent frustrant, parce qu'elle organise la discussion des absolus au lieu de les sacraliser. La démocratie est donc la voix de la modestie et de l'humilité qui se propose de rendre compte de la pluralité de nos opinions et de nos existences, tout en refusant les certitudes absolues nous empêchant d'échanger. Elle est donc le rempart aux différentes formes de fascisme et de totalitarisme qui s'expriment de plus en plus en son sein. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle se trouve de plus en plus attaquée. L'Europe ne se défendra pas seulement par des budgets ou des armées ; elle se défendra par l'histoire qu'elle aura le courage de (se) raconter.

1. Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.
2. Maryna Shevtsova, «Fighting "Gayropa": Europeanization and Instrumentalization of LGBTI Rights in Ukrainian Public Debate », *Problems of Post-Communism*, vol. 67, n°6, pp. 500-510.
3. Maxime Audinet, « À bas le néocolonialisme ! » *Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre et extractive*, *Inserm*, octobre 2024.
4. Allan Deneuille et al., « Face à Trump, les BRICS+ garants de l'ordre international ? », *Multitudes*, vol. 2, n°99, 2025, pp. 130-136.
5. Dont le canal français, interdit à partir de 2022, s'est réorienté vers les audiences d'Afrique francophone, et qui a récemment célébré en grande pompe l'ouverture d'un canal en Inde. Elle est regardée au Brésil comme une chaîne d'information comme les autres. Voir aussi les travaux de Maxime Audinet sur Russia Today : Maxime Audinet, *Un média d'influence d'État* : enquête sur la chaîne russe RT, INA, 2024.
6. Selma Mihoubi, « Des BRICS+ au Sud global. La stratégie d'influence informationnelle de la Chine en Afrique de l'Ouest francophone », *Multitudes*, n°102, 2026.

7. Didier Billion et Christophe Ventura, *Désoccidentalisation. Penser l'ordre du monde*, Paris, Agone, 2023.
8. Arnaud Miranda, *Les Lumières sombres*, Paris, Gallimard/Le Grand Continent, 2026.
9. *Changement de régime : le discours intégral de J.D. Vance à Munich*, *Le Grand Continent*, 14 février 2025.
10. Stéphane Audoin-Rouzeau, *Notre déni de guerre*, Paris, Seuil, 2026.
11. Contre « la vassalisation heureuse, il est temps d'agir » : l'appel de Sergio Mattarella, *Le Grand Continent*, 5 février 2025.
12. Ian Garner, « Brainrot » : géopolitique de la réalité cassée, *Le Grand Continent*, 13 novembre 2025.
13. Laurence de Nervaux et Raphaël Llorca, *La fierté française*, *Le Grand Continent*, 19 janvier 2026.